

Du dépérissement à la *perestroïka*

Gérard Bergeron

Volume 21, numéro 3, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702703ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702703ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bergeron, G. (1990). Du dépérissement à la *perestroïka*. *Études internationales*, 21(3), 545–563. <https://doi.org/10.7202/702703ar>

ESSAI

Du dépérissement à la *perestroïka*

Gérard BERGERON*

Le rapprochement entre ces deux termes, si éloignés dans le temps, pourra étonner : d'une part, l'évocation du dépérissement de l'État comme thème, depuis longtemps périmé, de la dogmatique marxiste des origines; de l'autre, la restructuration de l'État soviétique d'aujourd'hui dont le slogan gorbatchevien *perestroïka* exprime l'effort, proprement gigantesque et combien risqué, de sortir cet État d'une situation d'échec consacré et désormais de plus en plus difficilement soutenable. Dépérissement et restructuration sont d'une antinomie logique presque parfaite. La *glasnost*, ou transparence, devenait le jumeau terminologique et servant, pour ainsi dire, d'appoint à cette restructuration. À l'usage chacun de ces termes sous-entend l'autre.

À l'État socialiste qui dépérit ou s'éteint selon un point majeur de la doctrine officielle, répond, dans les faits après trois quarts de siècle d'expérimentation historique, l'État soviétique qui se reconstruit, ou tout au moins y prétend, pour assurer une nouvelle vitalité à sa propre perpétuation. Chez les grands ancêtres, Engels et Marx, le dépérissement relevait de l'ordre de la prophétie eschatologique – ou, si l'on préfère, constituait l'expression, aux confins de l'utopie, d'un beau rêve collectif. Bien différentes, la *perestroïka* et sa compagne obligée de la *glasnost* ne sont pas de même espèce, se présentant plutôt comme des programmes d'action résolument réformistes dans le concret quotidien de la vie soviétique.

Ces vocables russes sont d'une grande commodité terminologique pour désigner en d'autres langues un phénomène qui, bien qu'inachevé, sera probablement considéré comme le plus important fait historique depuis la Seconde Guerre mondiale. D'autant que le degré de la surprise générale fut à la mesure même de l'éclat de l'Événement. Il nous a paru intéressant d'associer ces deux notions de dépérissement et de restructuration du fait de leur polarisation sémantique et historique.

* Professeur à l'École nationale d'administration publique, Québec.
Revue Études internationales, volume XXI, n° 3, septembre 1990

I – Le dépérissement de l'État: « Au gouvernement des personnes se substitue l'administration des choses... » (Friedrich Engels)

L'apport du marxisme des origines à l'élaboration de la théorie de l'État moderne n'a jamais été considéré comme un des points forts de cette philosophie. Rien d'étonnant: Adam Smith n'ayant pas de raison *a priori* de s'occuper de l'État, Karl Marx, penseur antinomique du premier, non plus ne s'en préoccupait guère si ce n'est d'une manière profondément antipathique pour ce sujet. L'affirmation la plus révélatrice à cet égard et la plus souvent citée est ce passage du *Manifeste du parti communiste* selon lequel « le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». ¹ Aussi bien sur la nature de l'État que sur les rapports entre États, la pensée marxiste apparaît plutôt pauvre, réductionniste et peu imaginative. Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx présente l'État comme un « effroyable corps parasite » qui « bouche tous les pores » de la société française. ² Un corps de pensée globalement extra-étatique ne fut pas long à s'affirmer carrément anti-étatique.

Toutefois, bien que l'État n'ait pas été un objet primordial de cette pensée, la sociologie générale de Marx n'en demeure pas moins « attentive à la pluralité des trajectoires historiques » ³ et, en particulier, il aura perçu avant d'autres le rôle décisif des appareils bureaucratiques dans la modernisation graduelle de l'État occidental. En se situant au plan du marxisme des origines, une question théorique ou, pour ainsi dire, hypothétique vaut en particulier d'être rappelée: celle de l'extinction par « dépérissement » de l'État dont on ne parle plus guère aujourd'hui. Toutefois, elle conserve de l'intérêt théorique, ne fût-ce que pour les raisons qu'on vient de signaler en introduction.

D'abord, le marxisme fut peut-être la seule des grandes doctrines sociales à prévoir et même à prôner l'extinction d'au moins une certaine classe d'États, les États socialistes. D'autre part, l'histoire de ces États a apporté la plus flagrante des dénégations à la prévision, sans doute trop généreuse, des pères fondateurs: non seulement l'État ne s'est-il engagé nulle part sur la pente du dépérissement, mais là où il s'était implanté, il n'a fait que se renforcer de façon continue. Et la tentative actuelle de Gorbatchev s'analyse comme une série de transformations radicales en vue de constituer un État avec une puissance d'action plus effective, donc non pas moins fort.

Un récent historien de la tradition intellectuelle de l'État montrait opportunément que l'écolier Marx avait été exposé aux idées de Saint-Simon avant que

1. Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste* (traduction J. Molitor), Paris, Alfred Costes, 1947, p. 58.

2. Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Pauvert, 1964, p. 346.

3. Selon l'expression de Bertrand BADIE et de Pierre BIRNBAUM, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979, p. 16.

de connaître Hegel.⁴ Ayant digéré son propre romantisme, puis réfuté Feuerbach après avoir subi son influence, Marx franchira une étape intellectuelle décisive en opérant son célèbre renversement de la dialectique hégélienne. Remettant cette philosophie à l'endroit « de la tête sur les pieds », Marx soutient que l'évolution du réel détermine l'évolution des idées et des faits humains et non l'inverse comme l'affirmait Hegel. L'idéalisme de ce dernier, comme du reste de toute « idéologie », comporte ce vice de maintenir une rupture entre le particulier et l'universel, entre la vie privée et la vie publique. Marx ne voyait qu'une mystification dans la proposition hégélienne de subordonner dans l'État les intérêts particuliers à l'intérêt universel. La société civile est la réalité première tandis que l'État est une pure idéalisation. Loin d'être le signe de la liberté humaine, l'État est plutôt l'instrument très puissant de l'aliénation politique. Marx avait effectué tout naturellement le passage du terrain de la philosophie et de la politique au domaine plus concret, et décisif, de l'activité socio-économique.

Dans sa fameuse préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, qui est de 1859, Marx a résumé son propre cheminement en la matière. C'est l'activité économique qui est la base réelle, en même temps que contradictoire, de la vie sociale. Au-dessus, s'élève un édifice politico-juridique que surplombe l'État. Loin de réduire les contradictions, celui-ci les maintient et accentue même les conflits qui surgissent dans la vie économique. Toutefois, Marx n'a pas mené à terme une théorie plus élaborée de l'État. *Le Capital* est resté une oeuvre tronquée, démunie des passages relatifs à l'État et aux classes sociales qu'elle devait contenir. Il ne se trouve pas de synthèse théorique de l'État chez Marx. Quant au reste, la primauté des rapports de production, une hiérarchie nouvelle des instances et tant d'autres propositions et conséquences, colportées en vulgate marxiste, sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire d'y faire ici des rappels.

Il fallait plutôt signaler le retournement marxiste des deux dialectiques; mais l'insistance ne doit pas faire oublier une autre forme d'inversion, non moins radicale, dès lors que Marx voyait dans l'État, non pas une institution centrale dans la société, mais rien de moins, finalement, que la forme même de la société capitaliste, au service des intérêts quasi exclusifs de la bourgeoisie. Se trouvaient comme éliminés d'un trait tous les apports d'un ensemble processuel – histoire et doctrine – qui, ayant mené à la constitution de l'État, conduira dans la suite à des tentatives diverses pour s'en protéger comme pour en profiter. L'évocation de l'anti-étatisme de Marx serait d'une expression trop faible; il faut plutôt parler de son antijuridisme foncier qui, du reste, n'allait pas rendre la partie facile aux futurs créateurs et constituants de l'État socialiste.

4. «Marx (as a school boy) was exposed to the ideas of Saint-Simon before those of Hegel (...). The tensions between the positivist and dialectical aspects of Marxism reflected its legacy from Saint-Simon (France) as well as Hegel (Germany)», Kenneth H. F. DYSON, *The State tradition in Western Europe*, New York, Oxford University Press, 1980, p. 160.

Va pour abolir l'État, parce que capitaliste et source abondante des aliénations sociales ; va, encore, pour le réduire à la fonction d'un « appareil » pour ce qui doit, malgré tout, en persister. Mais subsiste encore la nécessité d'un principe de droit pour lier, par en haut, les arrangements politiques inévitables et nécessaires à toute vie sociale. Ici, la mystification marxiste-léniniste ne sera pas moindre que celle des penseurs politiques des siècles précédents lorsque les révolutionnaires d'octobre prétendront raffermir leur pouvoir au nom de la dictature du prolétariat en attendant d'instaurer beaucoup plus tard l'État du peuple entier.⁵ Quel qu'en soit le fondement, c'est toujours l'indispensable fonction ordonnatrice de légitimation de l'État qui doit continuer à s'exercer d'une façon ou de l'autre.

La célèbre thèse du « dépérissement » de l'État socialiste fut conçue pour illustrer l'accession à la « phase supérieure du communisme ». Praticiens et théoriciens non-socialistes ne considèrent pas l'hypothèse d'un État s'achevant ou finissant par être remplacé par autre chose. Les pères fondateurs du marxisme ont eu cette audace – ou cette naïveté ? – visionnaire de prononcer la condamnation de l'État, même socialiste, qui aurait préalablement aboli ou détruit l'État bourgeois. Ainsi, pourrait se clore, sur le plan théorique tout au moins, le cycle d'existence de ce qu'on a déjà appelé « l'État historique » quelque six ou sept siècles après être apparu dans l'histoire des hommes.

Le Grand Reich hitlérien devait exalter sa volonté de puissance pendant « mille ans » : il n'a pas duré douze années (1934-1945). Après trois quarts de siècle d'existence, le régime révolutionnaire, institué par Lénine en 1917, ne « dépérit » toujours pas, ne semble précisément pas en voie de « s'éteindre » malgré les risques, qui furent sans doute calculés, que comportaient les audacieux récents plans de réforme de Mikhaïl Gorbatchev. Les autres exemples historiques dont on puisse faire mention ne sont que très partiellement ou faiblement analogiques : la Commune de Paris que Marx, contemporain, avait observée sans vouer beaucoup d'admiration à ses meneurs, ou beaucoup plus tard les mesures d'autogestion sous la Yougoslavie titiste, ou encore, les exemples moins poussés et plus éphémères du Chili d'Allende et du Portugal de la Révolution des Œillets.

5. Entendons l'interprétation actuellement prévalente d'un constitutionnaliste soviétique sur le chemin parcouru : « L'État de la dictature du prolétariat continue d'exister pendant un certain temps, après la fin de la transition, jusqu'à l'édification d'une société socialiste développée. À ce moment, les traits en train de s'estomper se confondent avec les nouvelles données du gouvernement de tout le peuple. Ce dernier finit à la longue par prédominer. En Union soviétique, le point culminant de ce processus a été l'adoption d'une nouvelle constitution en 1936. Pour diverses raisons cependant, l'Union soviétique est restée une dictature de prolétariat jusqu'à la fin des années 1950 (...) À l'heure actuelle, l'Urss est le seul exemple d'un État socialiste de tout le peuple. Mais l'État de tout le peuple est une étape nécessaire du développement des autres pays socialistes, même s'il doit revêtir des formes singulières », Veniamine E. TCHIRKINE, « Les formes de l'État socialiste », dans *l'État au pluriel*, sous la direction d'Ali KAZANCIGIL, Paris, Economica, 1985, pp. 269, 273.

Saint-Simon⁶ est généralement considéré comme l'« inspirateur direct » de la théorie du dépérissement de l'État.⁷ Son paradoxe, tant de fois rappelé (« Supprimez trente ingénieurs et la société ne pourra plus fonctionner ; supprimez trois cents gouvernants et elle n'en continuera pas moins de fonctionner »), serait la source d'inspiration du pouvoir technocratique. C'est par Engels que la thèse du dépérissement a pris forme et par Lénine qu'elle a été rétablie dans son authenticité, quoiqu'il soit courant d'en attribuer incorrectement la paternité à Marx lui-même. Sans la distorsionner, la thèse peut s'exprimer en une rigoureuse concision syllogistique : comme l'État et les structures juridiques sont le produit d'une société divisée en classes, il n'y a qu'à supprimer cette division pour rendre superflus les phénomènes de l'État et du droit. La cause étant supprimée, l'est aussi le conséquent.

La disparition des antagonismes de classes aura donc pour effet l'extinction de l'État prolétarien (ou officiellement, de la « dictature révolutionnaire du prolétariat ») qui laissera à la toute fin le champ libre à la phase suprême de la construction de la société communiste. Nous ne sommes pas en face d'une proposition mineure, d'appoint ou de circonstance, pour des fins d'une rhétorique propagandiste par exemple. Avec plusieurs autres, Albert Brimo soutient que la théorie « est au centre de l'argumentation marxiste, la clé du système ». Le dépérissement ne s'analyse pas, non plus, comme quelque objectif téléologique, se perdant plus ou moins dans les zones fumeuses d'une philosophie de l'histoire illimitée. Il s'agit du « principe même de la légitimité de l'État prolétarien. »⁸

Bref, ce dernier n'a pas pour vocation de s'étendre en devenant, par exemple, plus « populaire ». Nous sommes de nouveau renvoyés au renversement de la dialectique hégélienne. Pour l'auteur des *Principes de la philosophie du droit* (1821), l'État, manifestant l'absorption du tout dans l'idée finalement réalisée, était présenté comme le couronnement de l'histoire. Ce qu'on peut concevoir de comparable dans la pensée marxiste serait exactement l'inverse, quelque non-État...

L'emploi des mots « dépérissement » et « extinction » montre bien qu'il ne s'agit pas de suppression brusque ou d'abolition de l'État tout simplement, ainsi que le réclamaient les anarchistes conséquents à la même époque. Le phénomène en cause est une progression, inévitablement lente et sans étapes nettement

-
6. Claude Henri de ROUVROY, comte de Saint-Simon (1760-1825), petit-neveu du célèbre mémorialiste de la fin du règne de Louis XIV et de la Régence, chef de l'école socio-politique des *saint-simoniens* et auteur du *Catéchisme des industriels* (1823-1824). On range d'habitude sa doctrine dans la catégorie des socialismes utopiques.
 7. K. STOYANOVITCH, « La théorie marxiste du dépérissement de l'État et du droit », *Archives de philosophie du droit* (no 8 : *Le dépassement du droit*), Paris, Sirey, 1963, p. 131. L'auteur avait précédemment écrit : « La théorie du dépérissement de la règle de droit n'est pas une invention marxiste. On la trouve aussi bien chez certains penseurs individualistes que chez bon nombre de socialistes, comme le prouve indirectement du reste l'anarchisme, partisan par excellence de cette théorie et qui est à la fois individualiste et socialiste », p. 126.
 8. Albert BRIMO, *Les grands courants de la philosophie du droit et de l'État*, Paris, Éditions A. Pédone, 1978, p. 497.

découpées. Du reste, de façon générale Marx se défendait bien de donner « des recettes pour les marmites de l'avenir » ; et dans *l'État et la révolution*, Lénine se portait garant qu' « il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ». Sur la doctrine du dépérissement, s'il fallait rendre à chacun son exact dû, il faudrait, à ce point du développement, multiplier les textes du grand trio Engels-Marx-Lénine, préciser les circonstances et les dates, etc. Ce serait autant d'espace enlevé à l'examen de ce que deviendra la théorie dans la pratique soviétique.

Il importe, toutefois, de faire une exception pour ce passage synthétique d'Engels dans *l'Anti-Dühring*. Elle présente l'intérêt d'articuler en quelques lignes presque tous les éléments fondamentaux du raisonnement :

Le premier acte par lequel l'État s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière - la prise de possession des moyens de production au nom de la société - est, en même temps, le dernier acte propre de l'État. L'intervention du pouvoir d'État dans les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction des processus de production. L'État n'est pas aboli : il dépérit.⁹

Oui..., mais à quelles conditions, dans combien de temps ? La notion et le terme de transition vont jouer après Lénine un rôle majeur dans les interprétations officielles plutôt embarrassées. Car, dans la phase prolétarienne ou transitoire, l'État subsiste, mais c'est un autre État qui a déjà supprimé l'État bourgeois, et qui reste l'expression juridique des intérêts d'une classe, le prolétariat au lieu de la bourgeoisie. Ce n'est donc que dans la phase suivante que se produira l'extinction de l'État alors que cessera l'insuffisance dans la production économique, qu'il n'y aura plus de division du travail et encore moins de classe prolétarienne. Comment cela se produira, Lénine s'en est préoccupé dès 1917 dans *l'État et la révolution* et dans une conférence intitulée *De l'État*, qu'il prononça à l'Université Sverdlov de Moscou en 1919.

Ses successeurs reprendront la théorie pour réaffirmer l'objectif lointain de la deuxième phase, tout en arguant que l'étirement de la première n'en constituait pas un ajournement indéfini. Il fallait, au contraire, consolider l'État socialiste pour que soit possible un jour le dépérissement. La société sans État ne peut être que la conséquence d'une société sans classe et qui est, aussi, une sorte de société d'abondance. On le sait, l'histoire allait se dérouler tout autrement. La dictature du prolétariat s'est confondue avec celle de l'État socialiste. Ce nouvel État soviétique développait encore son centralisme et semblait tourner carrément le dos à ce qui pouvait lui rester de velléité démocratique. Le résultat net de l'opération a été un renforcement continu et progressif de l'État, à l'antipode du moindre processus de dépérissement, pourtant toujours inscrit au credo officiel.

9. *Anti-Dühring*, Tome III, Paris, Édition Alfred Costes, 1933, p. 48. À noter l'avant-dernière phrase, souvent citée de mémoire en forme d'axiome et qu'on attribue faussement à Marx. La citation est d'ordinaire amputée de ses derniers mots : «... et la direction des processus de production».

À ce point, on ne peut éviter d'évoquer quelques tours de passe-passe idéologiques, parfois proprement sophistiqués, de grands leaders soviétiques. Voyons Staline soutenant que Marx et Engels avaient certes raison pour leur époque, mais aussi qu'ils n'avaient pas prévu les conditions de notre siècle, mésestimant en particulier les facteurs extérieurs ou internationaux. C'est ainsi qu'ils supposaient des circonstances favorables qui ne se sont pas produites, soit « l'encerclement socialiste ». Le contraire ayant eu lieu, « l'encerclement capitaliste », en sus du « cordon sanitaire » d'après 1917, tant que ces conditions adverses ne seront pas disparues l'État soviétique devra se renforcer au maximum, à l'intérieur, afin de faire face à toute éventualité et pour assurer, à l'extérieur, la mission universelle de la grande patrie du socialisme.

L'histoire a déjà enregistré son verdict sur le stalinisme qui a constitué une des plus puissantes et désespérantes machines étatiques de tous les temps. Déboulonnant la statue du « génial père, etc. » au xx^{ème} Congrès du parti communiste de février 1956, son successeur, Khrouchtchev, laissera tomber, entre autres aménités, celle-ci : « Les principes léninistes de direction ont été bafoués après la mort de Lénine, y compris celui-là ».

En octobre 1961, au xxii^{ème} Congrès du PCUS, Krouchtchev se targue de renouveler fidèlement les principes de Lénine sur la question, tout en tenant compte de la situation internationale. Pour passer du socialisme d'État au principe (saint-simonien) de « chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », il faut créer d'abord les bases économiques, sociales et politiques de l'État socialiste. Deux décennies (menant à 1981...) seront requises pour construire dans ses grandes lignes la société communiste : 1 - création d'une base matérielle et technique permettant à l'Union soviétique de dépasser le niveau des pays capitalistes les plus évolués et de prendre la première place dans la production par tête d'habitant ;¹⁰ 2 - fusion des classes d'où sortiront les traits du futur homme de la société communiste ; 3 - participation de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques. La société sera alors à même de se préparer à réaliser complètement les principes de l'auto-administration communiste. Au-delà de cette phase, celle de la construction de la société communiste proprement dite suivra : elle sera d'une durée indéterminée, mais on sait qu'elle sera fort longue.

Il restait au Secrétaire-général d'expliquer pourquoi l'État soviétique, dès le début de la première phase, devait se renforcer. D'une part, l'antagonisme de classes ayant disparu, il devient possible de « transformer l'État de la dictature du prolétariat en État du peuple tout entier ». Mais, il se trouve aussi que les tâches que la société ne peut accomplir qu'avec l'aide de l'État n'ont pas encore été réalisées jusqu'au bout. Khrouchtchev incite au réalisme : « L'État sera conservé longtemps après la victoire de la première phase du communisme. Le dépérissement de l'État durera fort longtemps et s'échelonnera sur toute une époque de l'histoire ; il ne s'achèvera que lorsque la société sera parfaitement

10. Presque trente ans après cette précision optimiste, on sait ce qu'il est advenu de cet indice quantitatif.

mûre pour s'administrer elle-même». Il faut même prévoir une période mixte pendant laquelle vont «s'entremêler les éléments de la direction d'État et de l'auto-administration sociale». Une dernière redondance avait tout l'air d'un renvoi aux calendes grecques, peu susceptible en tout cas de rassurer les inquiets ou d'inquiéter les réalistes : «Ce n'est qu'avec la construction d'une société communiste en URSS et la victoire et la consolidation du socialisme dans l'arène internationale que l'État deviendra inutile et disparaîtra».

Tout ce discours ressemblait fort à une pétition de principe : l'État disparaîtra quand les causes de son extinction ou évanouissement auront fait leur œuvre. Ces facilités du raisonnement furent dénoncées par des communistes de l'extérieur, Chinois et Albanais, mais principalement par Togliatti d'Italie et par Kardelj et Djilas de Yougoslavie, le pays-laboratoire de l'autogestion. Les indices d'un début de «libéralisation» après la mort de Staline étaient vraiment trop faibles¹¹ pour valider l'assertion que le processus de dépérissement était déjà amorcé.

Par ailleurs, les théoriciens du régime se mirent à développer l'argumentation, pour le moins paradoxale, que le renforcement actuel de l'État, loin de signaler un abandon ou une révision de la thèse du dépérissement, en était une condition d'application ! Pour deux raisons, la première historique, la seconde logique. Lénine ne pouvait prévoir l'exigence des délais ou la longueur des étapes, tout comme Engels et Marx ignoraient les caractères généraux de notre époque. L'argument de logique grinçait davantage : le dépérissement à venir est en germe dans le renforcement actuel puisque ce dernier est nécessaire pour que l'État puisse décréter sa propre extinction. Encore plus fort, comme prouesse dialectique, s'affirmait vaille que vaille ce raisonnement circulaire selon lequel la justesse de la théorie se prouve par le fait qu'elle explique au moins pourquoi le dépérissement ne peut pas encore s'accomplir !

Sous le règne de Brejnev, le plus long à l'exception de celui de Staline, et sous les gouvernes transitoires d'Andropov et de Tchernenko, le débat sur cette question idéologique – comme sur tant d'autres – a été mis en veilleuse. La mort de Souslov en janvier 1982 signalait peut-être, à sa façon, la «fin de l'idéologie» propre à un régime qui doit établir sa cohérence profonde à des plans plus pragmatiques de la vie collective. Le renouvellement d'un article de la doctrine révélée pouvait attendre, à moins qu'on n'ait trouvé de plus grands avantages à un oubli complet et définitif.

11. Après avoir relevé les indices juridiques (en matière pénale, en organisation judiciaire – principalement les tribunaux de camarades ou d'honneur –, en organisation administrative), Gérard LYON-CAËN conclut : «L'impression qui finalement ressort de cette juxtaposition des principes théoriques et de leur mise en œuvre, est une impression d'hésitation, et ceci en un double sens : hésitation de la part des dirigeants à se priver de moyens d'action éprouvée depuis l'Empire romain ; hésitation aussi devant les procédés techniques susceptibles de réaliser au mieux le transfert de compétences», «Mise au point sur le dépérissement de l'État», *Archives de philosophie du droit*, no 8, Paris, Sirey, p. 124.

La rencontre de Hegel, le maître philosophe de cette espèce d'hypostase de l'État, avec le non moins génial disciple dissident, prônant plutôt une déconstruction à venir de ce même État : voilà bien d'abord deux dialectiques d'origine procédant de bases contraires, mais aussi deux destins-résultats diamétralement inverses pour une même institution. La vie concrète et multiforme, quotidienne et transséculaire des États va continuer à se dérouler entre ces deux extrêmes jamais atteints et ayant plutôt tendance à osciller à l'intérieur d'une zone médiane assez étroite. Cette «vie» étatique n'a rien de mystérieux qui n'échappe pas à des analyses de types divers ; et ce serait plutôt cette qualité même d'immanence de l'État qui n'a pas fini de faire mystère. Marx, instruit sur ce point par l'anthropologie de Engels, présente sa solution, donnée au départ, et qui paraît aussi excessive que celle de Hegel : la tendance vers la Rien étatique après la marche vers le Tout. Sur ce point, Marx accuserait son «idéalisme» à l'intérieur de sa vaste construction du matérialisme historique.

Mais si, par dépérissement graduel, l'État en venait à disparaître vraiment, pourrait-on s'en rendre compte et comment ?¹² S'il est concevable de penser une société de suffisance, ou même d'abondance, avec une juste répartition des biens – ou s'en approchant –, il devient moins aisé d'imaginer le modèle d'une société sans classe – que divers socialismes d'État, à la suite de celui de l'Union soviétique, aspirent encore officiellement à réaliser. Mais comment imaginer, en plein xx^{ème} siècle, une société vaste, complexe, différenciée et moderne sans un État, ou encore sans ce qu'on appelle, dans d'autres contextes, un État minimal ? C'est la difficulté implacable sur laquelle ont buté différemment Engels et Marx, Lénine, Staline et Khrouchtchev et leurs théoriciens patentés, d'autant qu'ils refusaient la fuite en avant de l'utopie (sur cette piste brouillée, mais où tout s'arrange...). D'ailleurs les textes sur la question, à l'exception de quelques pages d'Engels qui y croyait vraiment au «dépérissement», sont d'un laborieux !

Un défaut gauchit notre sommaire de cette thèse. Nous avons tout le temps parlé d'«État» et non pas de «Parti». Or, l'État en question est beaucoup de choses, mais, avant tout et décisivement, une «partitocratie». Ce sont les structures et effectifs du Parti unique qui donnent vie et substance à l'organisation et aux fonctionnements de l'État soviétique. S'il venait à dépérir jusqu'à disparaître, qu'advierait-il du Parti qui l'informe à ce point ? Comment concevoir une totale communion entre la population et le Parti, et sans que ce dernier n'occupe nécessairement l'espace libéré qu'entraînerait la fin des structures étatiques formelles ? Quel changement réel y aurait-il à passer d'un État-Parti à un Parti-État ?

12. En conclusion de son étude, Stoyanovitch soulève une question hypothétique intéressante : «Si en effet on nous annonçait un jour que l'État est définitivement aboli et que la direction nouvelle de la société n'est plus l'État, mais un non-État, nous n'aurions aucun moyen de vérifier l'authenticité d'un tel événement, ce qui fait que l'annonce de son accomplissement serait, pour nous, purement gratuite, à la seule différence certaine qu'à un nom en serait substitué un autre», *op. cit.*, p. 143.

Depuis une trentaine d'années, la théorie du dépérissement de l'État s'éteint comme par désuétude. Si elle avait été quelquefois renouvelée, c'est que deux secrétaires-généraux du Parti, Staline et Krouchtchev, estimait moins dommageable de maintenir cette conclusion rose dans l'idéologie officielle que de l'abandonner aux rayons sans utilité des reliques vénérables. À défaut d'un paradis dans l'au-delà, le mythe d'un futur coin de paradis sur terre, que serait bien cette société arrivée à sa « phase supérieure » par l'absence d'État, comportait quelques avantages.

Le principal d'entre eux, mais non avoué par les grands leaders soviétiques, semblait consister à décharger le Parti, hommes et appareils, de ses insuffisances en les imputant globalement, à un État mi-fictif et totalement rigide, mais, surtout, finalement voué à disparaître... Mythe rousseauiste en son fond, mais également renversé par Marx, puisque l'État, part impure de la Société, ne s'éteindra que lorsque, en définitive, les socialistes l'auront tous mérité ! L'ampleur du démerite se mesurerait peut-être au fait que, dans tous les systèmes, l'État en cette fin du xx^{ème} siècle a plutôt tendance à croître et à se renforcer, nullement à dépérir, à s'éteindre.

II - Puis, vint Mikhaïl Gorbatchev...

Les autorités soviétiques avaient manqué de limpidité à propos du désastre de Tchernobyl de 1986. C'est en conséquence correctrice que l'attitude inverse de la *glasnost* avait commencé à prendre corps. La transparence, par son aspect franc jeu, n'aurait qu'un rapport lointain ou même paradoxal avec le dépérissement. On ferait désormais montre de probité publique pour admettre des négligences notoires et des vétustés techniques. De son côté, la restructuration n'a aucun rapport, si ce n'est de pure contradiction, avec le dépérissement de l'État. Il s'agit de politiques réelles et actuelles, commandant un tout autre niveau d'analyse. D'autre part, la dynamique globale de la *perestroïka*, déclenchée en 1986, est loin d'être achevée. Toute tentative d'en rendre compte devient tout de suite déphasée par l'actualité de faits nouveaux, ne finissant pas de se bousculer aussi bien en Europe de l'Est qu'en Union soviétique. Enfin, la « révolution venue d'en haut », selon l'expression même de Gorbatchev, n'est plus tellement dirigée par son instigateur et ses protagonistes. Dans ces conditions, est-il besoin d'autres raisons pour devoir nous confiner à une étude de type thématique (pour ne pas dire strictement conceptuelle) de la *perestroïka* ?

Le livre de Mikhaïl Gorbatchev, justement intitulé *Perestroïka*, et ayant comme sous-titre *Vues neuves sur notre pays et le monde*,¹³ constitue plus qu'une référence indispensable ; son contenu devient l'objet même d'une première analyse selon l'intention contrastante exprimée au début. Nous avons dès maintenant la chance de pouvoir disposer du dossier-clé sur la question, et que ne manqueront pas sans doute d'examiner plus tard les historiens critiques de

13. Publié en édition de poche dans la collection de poche « J'ai lu », Paris, Flammarion, 1987.

l'époque gorbatchevienne. L'auteur nous confie d'abord qu'il a écrit ce livre « à la demande d'éditeurs américains ». ¹⁴ L'initiative constituait aussi un acte de politique extérieure, dans la foulée d'une série de grandes manœuvres diplomatiques qui, à partir du milieu de la décennie 1980, se sont concrétisées par des accords spectaculaires, notamment en matière de désarmement et d'*arms control*, ainsi que par le retrait de l'Armée rouge de l'Afghanistan. D'un mot, Gorbatchev voulait profiter de cette ambiance de la « fin de la guerre froide » qu'il avait réclamée avec insistance pour pouvoir mettre la vapeur sur les réformes internes de la *perestroïka*. Il y avait plus que simple concomitance entre les deux ordres de phénomènes, se déroulant à l'externe et à l'interne : le successeur de Brejnev avait absolument besoin d'une accalmie internationale ¹⁵ pour lancer à l'intérieur son vaste train de réformes que lui-même qualifiera de « révolutionnaires ».

Dès l'avertissement « au lecteur », Gorbatchev lui avoue avec simplicité qu'il ne prétend « disposer d'aucune solution universelle ». ¹⁶ Se posant comme l'homme du nécessaire renouveau, le dernier secrétaire-général du parti ne met pas en cause les erreurs et inepties de ses prédécesseurs ; mais il tient à démontrer son attachement à la tradition encore vénérable de Lénine qu'il cite le plus souvent possible. La *perestroïka* est lancée depuis une couple d'années quand paraît son livre. À l'intérieur du pays, ses résultats se font attendre, y compris au plan le plus visible et nécessaire de la production et des approvisionnements de biens de consommation courante. Alors que « Gorby » jouit d'une cote de popularité inouïe à l'étranger et spécialement aux États-Unis, il ne trouvera pas dans son pays un appui comparable pour ses politiques hardiment novatrices. Qu'on se rappelle, en particulier, les contestations et huées dont il fut l'objet à la fin du défilé traditionnel du 1^{er} mai 1990, sur la Place Rouge...

La *glasnost* implique la tolérance d'une plus large opposition, à droite comme à gauche, ainsi que de formes nouvelles de contestations spontanées et même organisées. Sans mentionner l'inextricable problème des nationalités qui resurgit, ni la traditionnelle inertie bureaucratique, il confie à son lecteur que ses politiques rencontrent de plus fortes difficultés que celles qui avaient été originellement prévues. ¹⁷ D'ailleurs, nous savons aujourd'hui que son radicalisme d'intention fut encore débordé par des conséquences peu attendues et davantage radicales, mettant en cause les bases même du régime depuis plus de soixante ans, comme par exemple à l'hiver 1990, la fin du rôle dirigeant du parti monopoliste, question qu'on retrouvera plus loin.

14. Harper and Row Inc. de New York.

15. D'ailleurs, la moitié de l'ouvrage, comportant une couple de cents pages, porte sur les rapports de l'Urss avec l'extérieur et s'intitule : « La pensée nouvelle et le monde ». Voir plus loin.

16. Ni d'« aucune formule toute faite », ne procédant en rien d'une « illumination » ou d'une « révélation », précisera-t-il ailleurs dans son livre, *ibid.*, pp. 14, 43, 89.

17. Après cette admission, il ajoute : « Nous avons dû procéder à un certain nombre de réévaluations. Cependant, chaque pas en avant accompli nous convainc davantage d'avoir pris la bonne route et fait ce qu'il fallait », *ibid.*, p. 10.

La *perestroïka* a comme premier caractère d'être la réponse à une « urgence ». Depuis environ la mi-décennie 1970, « ce pays a commencé à perdre son dynamisme ». Personne ne comprenait très bien ce qui se passait : « Le gigantesque volant de la puissante machine tournait bien, mais l'engin dérapait, ou bien les courroies d'entraînement sautaient ». Bref, la stagnation totale, à cette phase déclinante du long règne de Brejnev. Heureusement qu'il reste le recours à « la force de la dialectique marxiste-léniniste, dont les conclusions sont fondées sur une analyse de la situation historique réelle ». Mais cette injection doctrinale n'était donnée qu'en passant pour introduire la *perestroïka* avec nombre de références à la fidélité léniniste comme son assise principale. Car le « concept global » de la *perestroïka* n'a guère besoin de définition scientifique puisque, par son « programme soigneusement préparé », elle est « quelque chose de clair pour nous ». ¹⁸ Ses éléments en sont plutôt décrits simplement dans ces deux pages qui défont tout résumé :

Perestroïka, cela signifie surmonter le processus de stagnation, rompre le mécanisme de freinage, créer des systèmes fiables et efficaces pour accélérer le progrès social et économique et lui donner un plus grand dynamisme.

Perestroïka, cela signifie aussi initiative de masse. C'est le développement complet de la démocratie, l'autonomie socialiste, l'encouragement de l'initiative et des attitudes créatives, c'est aussi davantage d'ordre et de discipline, davantage de transparence, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de notre société. C'est le respect le plus absolu pour l'individu et la prise en considération de la dignité de la personne.

Perestroïka, c'est l'intensification systématique de l'économie soviétique, le renouveau et l'épanouissement des principes du centralisme démocratique dans la gestion de l'économie nationale, l'introduction en tous lieux de méthodes économiques, le renoncement à une gestion fondée sur l'injonction et les méthodes administratives, l'encouragement sans réserve de l'innovation et de l'esprit d'entreprise socialistes.

Perestroïka, cela signifie que l'on adopte résolument les méthodes rationnelles, que l'on est capable de donner une solide base scientifique à toute nouvelle initiative. Cela signifie la combinaison des grandes conquêtes de la révolution scientifique et technologique avec une économie planifiée.

Perestroïka, cela signifie le développement prioritaire du domaine social, avec pour objectif de mieux satisfaire les aspirations du peuple soviétique à de meilleures conditions d'existence et de travail, à de meilleurs loisirs, à une meilleure éducation et de meilleurs soins médicaux. Cela signifie un souci constant des biens spirituels et intellectuels, un souci de la culture de chaque individu et de la société dans son ensemble.

Perestroïka, cela signifie éliminer de la société les détournements de la morale socialiste, mettre réellement en pratique, les principes de la justice sociale. Cela signifie l'adéquation des paroles et des actes, des droits et des

18. *Ibid.*, pp. 16, 17-18, 18, 29, 41, 29.

devoirs. C'est respecter le travail honnête et hautement qualifié, c'est surmonter les tendances nivelantes en matière de salaires et de consommation.¹⁹

On aura remarqué les paragraphes dont le « cela signifie... » comportait un attrait particulier pour les couches populaires et ouvrières, soit le deuxième et les deux derniers. C'est à propos des valeurs en cause que l'opposition de droite se manifeste aussitôt, craignant une dilution du socialisme, et que celle de gauche va s'impatienter en criant ses aspirations et estimant que le processus n'évolue pas assez rapidement. Qu'on se rassure, dit Gorbatchev, il n'y aura de déperdition ni d'un côté ni de l'autre, puisqu'il n'est question que de « davantage de socialisme, davantage de démocratisation ». D'ailleurs, ce qu'il propose se situe dans la droite ligne de l'histoire, et d'évoquer ensuite quelques dates de la période d'après-guerre, le xx^{ème} congrès du Parti de 1956, dégonflant la mythologie staliniste, le Comité central de 1964, qui vit le limogeage de Khrouchtchev, la réforme économique de 1965, le tout s'achevant sur « le plus important », soit « l'initiative et la créativité des masses ». Ainsi donc « nous devons tabler sur la démocratisation encore et toujours ». ²⁰

Que voilà des propos « révolutionnaires » ? Il n'y a pas lieu de s'en étonner puisque « le mot clé » qui exprime l'essence de la *perestroïka* avec « le plus de justesse est justement celui de « révolution ». Bien sûr, on ne mettrait pas « sur le même plan la Révolution d'Octobre, événement qui constitue un grand tournant dans les mille ans d'histoire de notre peuple et qui reste sans équivalent par la force de son impact sur le développement de l'humanité ». Mais pourquoi revenir, après 70 ans, à la notion de révolution ? La réponse de Gorbatchev à cette question tient dans l'énumération de précédents historiques : en France, en Angleterre et en Allemagne, il a fallu respectivement quatre, deux et trois révolutions distinctes pour compléter – sans en employer l'expression – leur « cycle révolutionnaire » dont parlent les historiens. Pour la dixième fois, est invoquée l'autorité de Lénine qui n'hésitait pas à l'époque des Bolcheviks « à faire du « réformisme » chaque fois que c'était nécessaire pour faire avancer la cause de la Révolution dans de nouvelles conditions. Aujourd'hui, nous avons besoin de réformes radicales pour une transformation révolutionnaire. ²¹

Il s'agit tout de même d'une « révolution venue d'en haut » ? Dans des systèmes de la tradition classique, ces deux derniers mots pourraient signifier l'État. En régime de partitocratie, Gorbatchev traite naturellement des rapports du Parti et de la *perestroïka*, mais c'est bien avec quelque gêne visible. D'abord, chacun doit balayer devant sa porte, à quelque échelon du parti où il se trouve. Il faut se dégager des pratiques « du temps où il n'y avait pas la transparence ». D'ailleurs, « la restructuration implique qu'elle doit se poursuivre sur tous les lieux de travail, dans chaque collectivité, dans tous les systèmes de gestion, ceux du Parti, ceux de l'État – y compris au Politburo et au Gouvernement. La restructuration concerne tout un chacun... » Voilà donc « l'un des traits distinctifs

19. *Ibid.*, pp. 41-42.

20. *Ibid.*, pp. 44-45, 56.

21. *Ibid.*, pp. 64, 67.

de la *perestroïka*, trait qui fait sa force» de venir à la fois d'en haut et d'en bas, ce qui, d'ailleurs, est une garantie de son succès et de son irréversibilité. Puis suit cet autre passage de confiance dans « le peuple de base » sous le saint patronage, une fois de plus, de Lénine :

Nous chercherons constamment à nous assurer que les masses, « le peuple de base », accèdent à tous leurs droits démocratiques et apprennent à s'en servir quotidiennement, d'une manière compétente et responsable. La vie se charge de nous confirmer de manière convaincante qu'à chaque grand tournant de l'histoire, dans les situations révolutionnaires, le peuple fait preuve d'une remarquable aptitude à écouter, à comprendre et à réagir si on lui dit la vérité. C'est exactement ainsi que Lénine a agi, même dans les moments les plus pénibles de la Révolution d'Octobre et de la Guerre civile, quand il s'adressait au peuple en toute franchise. C'est pourquoi il est d'une telle importance que la *perestroïka* maintienne un niveau élevé d'énergie politique et d'énergie au travail parmi les masses.²²

À la fin d'un premier chapitre, constitué d'une programmation mobilisatrice sur la *perestroïka*, l'auteur-homme d'État prescrit, comme bonne mesure, de ne pas tomber dans le « révolutionnisme ». Mais à la question, parfois posée, si ce n'est pas aller trop loin, la réponse est non. Il n'y a que deux possibilités : celle d'« une stagnation continuée » est refusée ; et celle d'une « *perestroïka* dynamique et révolutionnaire » reste la seule « possibilité raisonnable ». Quant aux « difficultés... sur la route de la *perestroïka*, nous les surmonterons : de cela je suis sûr ». ²³ Elle a dépassé le stade d'un projet, étant en marche depuis deux ans et demi. Gorbatchev en rend compte au chapitre suivant dont la longueur excède une centaine de pages. Contentons-nous de rappeler la structure de ce chapitre ²⁴ ainsi que de signaler deux courts passages typiques. À la demande des éditeurs (américains, rappelons-le), le secrétaire-général reproduit six pages d'extraits de lettres reçues par des citoyens soviétiques, témoignant d'appuis fervents d'en bas aux responsables de la « révolution d'en haut ». L'autre passage porte sur une nouvelle conception du centralisme administratif qui « n'a rien de commun avec la réglementation étroitement bureaucratique des multiples facettes des collectivités de production, de recherche scientifique et de création. Il nous faut encore partager le travail entre le centre et les régions, changer l'esprit même des ministères et jusqu'à leur raison d'être ». Plus hardi peut-être encore est le projet d'une « démocratisation de la planification ». ²⁵

22. *Ibid.*, pp. 74-75.

23. *Ibid.*, pp. 75, 76, 77.

24. Qui comporte pour titre : « La *perestroïka* est en marche : premières conclusions » et dont les sections sont : I. La société est mise en mouvement ; II. La nouvelle politique économique et sociale en action ; III. Sur la voie de la démocratisation ; IV. L'Occident et la restructuration, pp. 81-191.

25. Sur l'accrolement inhabituel de ces deux termes, Gorbatchev précise : « Cela signifie que l'élaboration du plan – non pas formellement mais réellement – commencera dans les entreprises et les collectivités de travail. Ce sont elles qui programmeront leur production en se fondant sur les besoins sociaux, exprimés en objectifs chiffrés (...). Le Comité de planification de l'État devra abandonner tout ce qui est réglementation détaillée et contrôle quotidien du travail des ministères et des départements, et ces derniers devront en faire de même vis-à-vis des entreprises », *ibid.*, p. 125.

La seconde moitié de l'ouvrage de Gorbatchev porte sur les relations de l'Union soviétique avec le monde extérieur, complément triangulaire à la *perestroïka* et de la *glasnost*. L'expression russe *novoye myshleniye*, difficile à prononcer et à retenir, pour signifier une « nouvelle pensée », des « vues nouvelles » en matière de relations internationales ne s'est pas imposée dans les langues étrangères comme les deux termes précédents. On pourrait dire qu'elle comprend une combinaison du sens de ceux-là dans leur application aux diverses relations avec le monde extérieur. Après un texte d'introduction générale sur ce thème, en autant de chapitres sont considérées les relations extérieures de l'Urss avec le monde socialiste de l'Europe de l'Est, avec les pays du tiers monde, avec les États de l'Europe occidentale et, enfin, avec les États-Unis.

Ces textes d'une élaboration fort variable sont aussi d'un intérêt très inégal. Celui qui porte sur l'*imperium* soviétique en Europe est le plus succinct (à peine 15 pages), tout en se présentant comme le plus platement conventionnel, ne laissant en particulier rien pressentir de la dégringolade de l'automne 1989 ! Le chapitre sur le tiers monde s'ouvre par l'examen des « conflits régionaux » et s'achève par d'opportunes considérations d'après-guerre froide sur « la coopération, pas la confrontation ». De loin, la « nouvelle pensée » portant sur les affaires européennes (« notre maison commune ») et l'ambiance psychologique des relations inter-Grands (« l'image de l'ennemi », « la main de Moscou », etc.) exposent des perspectives plus stimulantes et novatrices, pouvant faire état des développements marqués et même spectaculaires des récentes années.

En conclusion, après avoir fait miroiter un « âge d'or » profitant « à tous les pays et à la communauté mondiale dans son entièreté », le maître, alors incontesté, de l'Union soviétique et infiniment populaire à l'extérieur, lançait un dernier coup de trompette en faveur de « la restructuration au sens plein du terme », car c'est par elle que « l'intégrité du monde sera renforcée ». D'ailleurs, fait-il observer, « si le mot russe « *perestroïka* » est si facilement entré dans le lexique international, ce n'est pas dû au simple intérêt pour ce qui est en train de se passer en Union soviétique. Aujourd'hui, le monde entier a besoin d'une structuration, à savoir un développement progressif, un changement fondamental ». ²⁶ *Honni soit qui mal y pense* et que, surtout, s'abstiennent les pharisiens de l'extérieur !

III – La *perestroïka* comme refus de « déperir » avant terme ou pour de mauvaises raisons

La conclusion invite à resserrer le propos, tout en reprenant du champ avec retour à la liaison initiale. Les rapports directs entre la *perestroïka* de Gorbatchev et le dépérissement d'Engels n'apparaissent pas moins tenus, du fait de leur contradiction, qu'au début : d'une part, vision utopique vers un très lent dépérissement d'un État socialiste qui n'aurait plus d'autre fonction sociale à

26. *Ibid.*, pp. 373, 379, 378.

remplir que celle de sa propre extinction, étant devenu inutile dans une société sans classe ; de l'autre, une tranche d'actualité soviétique marquée par un vigoureux programme d'action collective pour réanimer et restructurer le régime soviétique, marqué surtout depuis l'ère Brejnev de gérontocratie et de « pétrification »²⁷ généralisée. En constatant que, dans ce dernier cas, « l'État » non plus que le « Gouvernement » ne sont guère mentionnés qu'en passant, le contraste semblerait s'accroître encore. Mais peut-être pas tellement, en seconde réflexion, puisque l'autorité politique dominante dans le système soviétique depuis ses origines a toujours été exercée, sinon en plénitude, du moins en monopole décisionnel, par le Parti dont l'État n'est qu'un pâle calque formel.

La partitocratie n'était certes pas en train de dépérir, de s'éteindre... Mais la mise en place soudaine de la *perestroïka*, nourrie de la *glasnost* qui a commencé à saper l'oligarchie des privilèges tout en instaurant ou permettant des canaux libres pour l'information désormais critique, comportait un principe d'éclatement du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). La démocratisation dont Gorbatchev brandissait l'oriflamme (davantage de démocratisation en même temps que davantage de socialisme) devait toutefois continuer à se faire à l'intérieur du Parti et selon les voies du « socialisme » léniniste, etc. Ou le leader s'est trompé lui-même en croyant opérer les réformes jusqu'au bout à travers le seul canal du parti unique ; ou, « élevé dans le sérail », il savait bien que ce n'était pas possible, mais qu'il lui fallait se porter garant de ce maintien pour pouvoir déclencher réellement le mouvement ; ou... autre chose... qu'on apprendra plus tard. Quoi qu'il en soit, les milieux diplomatique et soviétologique n'en sont pas encore revenus de la rapidité avec laquelle le fameux article 6 de la constitution soviétique a dû être abrogé, à l'hiver 1990, par le Plenum du Comité central. Ce texte constitutionnel emphatique sur le rôle directeur du PCUS illustre assez la simple part subsidiaire et symbolique de l'État soviétique comme tel :

Le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organes d'État et des organisations sociales. Le PCUS existe pour le peuple et au service du peuple.

Se fondant sur la doctrine marxiste-léniniste, le Parti communiste définit la perspective générale du développement de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS, il dirige la grande œuvre créatrice du peuple soviétique, confère un caractère organisé et scientifiquement fondé à sa lutte pour la victoire du communisme. Toutes les organisations du parti exercent leur activité dans le cadre de la constitution de l'URSS.

Que reste-t-il après une telle abrogation ? De nouveaux espaces à occuper et, au moins, deux choses : une pluralité de partis, en compétition virtuelle pour la conquête de tous les pouvoirs, ce qui était déjà commencé au plan local ; aussi un Numéro Un dont l'autorité présidentielle sort elle-même renforcée de

27. Voir « De la stabilité à la « pétrification » dans *Le pouvoir confisqué* d'Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, Paris, « Le livre de poche », 1980, pp. 239-258.

l'épreuve. Les conséquences de l'explosion d'un tel réseau partisan de pouvoirs, si vaste et maillé si fin, créent l'effet d'une décompression généralisée dont les médias nous entretiennent quotidiennement dans ses aspects spectaculaires. Zbigniew Brzezinski avance la prévision qu'en moins de deux ans, dans de telles conditions, le PC risque même de disparaître.²⁸ Le pluripartisme, cette plaie purulente des démocraties d'Occident, est tout à coup devenu le modèle institutionnel de la mère du socialisme qui avait pratiqué pendant 70 ans la dogmatique contraire. Sont aussi rangées au rayon idéologique des futures oubliettes du régime, les propositions lyrico-dogmatiques au sujet de l'Homme nouveau et de l'Avenir radieux, du Socialisme avancé et de l'État du peuple entier, etc. Aujourd'hui on parle bien plus prosaïquement rendement et approvisionnement, démocratisation et représentation, responsabilité et contrôle.²⁹ Tout comme dans ces pays où l'on ne parle pas de *perestroïka* ni de *glasnost*, tant ces choses, allant de soi, n'ont pas besoin d'être nommées...

Il y a belle lurette que les idéologues du Parti ne se préoccupent pas de seulement mentionner le «dépérissement», même lorsqu'ils continuaient à se servir d'expressions boursoufflées comme l'Homme nouveau ou l'État du peuple entier, etc. Les questions eschatologiques de doctrine pure n'ont guère de pertinence lorsque la pratique est enfin admise comme foncièrement impure. Si l'on accorde à l'autorité en place sa légitimité du fait qu'elle prétend s'identifier à la société, son pouvoir peut se maintenir et fonctionner fort longtemps, mais la confusion entretenue sert toujours davantage le pouvoir en place que la société. Qu'un pouvoir se légitime du seul fait qu'il existe effectivement et se perpétue reste une encore plus faible base de légitimation. Le régime soviétique allait plus loin en prétendant faire reposer sa légitimité sur le principe même de l'abolition de la dichotomie classique entre pouvoir et société, ou entre les deux cultures politiques, celle qui pose l'unicité du premier et celle qui affirme la diversité multiple de la seconde. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que la *glasnost* suscite l'éclatement de crises de légitimité à la base. Il en sera ainsi aussi longtemps que les collectivités locales et leurs institutions n'auront pas la conviction de réussir à s'introduire efficacement dans le réseau, devenu plus complexe, d'une légitimation nouvelle s'alimentant d'une *glasnost* persistante et dont les citoyens soviétiques, d'instinct, ont pris l'habitude et le ... goût!

La référence incantatoire à Lénine suffit moins que jamais à amener l'avènement spontané des masses. Seul le Parti pouvait fournir les structures d'encadrement politique, la société soviétique en était devenue, non seulement appauvrie, mais, plus gravement encore, non spécifique ou plutôt réduite à une espèce de condition résiduelle. Au-delà des relents de la critique constante et des effervescences de la rue, la société multiforme manque de porte-parole; et il n'est pas sûr que la seule multiplication des partis puisse y pourvoir. Youri Afanassiev, qui fut connu comme inspirateur de la *perestroïka* et conseiller important de Gorbatchev, passant en compagnie d'un invité près du tombeau de

28. Dans *Newsweek*, le 19 février 1990.

29. Dans son ouvrage sur la *perestroïka*, Gorbatchev semblait fier de monter en épingle la création d'un organe de «contrôle de la qualité», *op. cit.*, note 14, p. 80.

Lénine, laissait tomber cette réflexion : « Quand celui-ci sera enterré pour de bon, le peuple soviétique pourra enfin penser librement par lui-même ! »³⁰ Ici, il faudrait ouvrir une parenthèse trop longue sur le rôle ambigu de l'intelligentsia qui accorde son appui à la *perestroïka*, mais telle qu'elle est d'abord décrétée par le « despote éclairé ».³¹

Depuis 1986, comme en 1956, et en 1964-65, les experts des questions soviétiques ont été pris par surprise. Cette fois-ci, loin qu'un sujet d'étonnement chasse la précédente, les surprises cumulent ! Certains récusent les explications des changements par la force d'un homme, fût-il hardi et charismatique, et posent l'inévitable problème de sa survie politique. Selon d'autres analystes, il y aurait des constantes de fond dans l'histoire de la société russe expliquant l'éveil populaire actuel – la révolution d'en bas – par un phénomène de maturation sociale arrivant à point nommé et auquel il a été porté trop peu d'attention.³² D'autres estiment que derrière les contestations de la rue et des groupes, tant qu'il ne se produira pas de profonds changements « systémiques »,³³ on ne saurait parler de révolution véritable. La vérité c'est que, devant l'ampleur et l'inédit de l'événement, la phase terminale de l'évolution est proprement « imprévisible ».³⁴

Pour une raison très simple et pourtant difficile à percevoir : quand un régime, reposant depuis si longtemps sur la force et la conformité entretenue par la peur, s'ouvre soudainement au vent d'une liberté nouvelle, tout y devient possible, y compris une reconduction déguisée sous des appellations nouvelles. Le plus étonnant dans les transformations en cours, c'est l'admission unanime d'un échec aussi généralisé. Mais le plus désespérant est bien la non-existence d'une véritable alternative, en quoi ces transformations vont rester mutationnelles sans devenir proprement révolutionnaires. Comment réformer en profondeur le socialisme sans sortir du « socialisme » institué des vieilles habitudes ? Il y a aussi la bureaucratie qui n'a pas à s'accrocher tant elle s'est incrustée dans le système.

La grande muette est évidemment l'Armée rouge. Depuis le sort dévolu au maréchal Zhukov, il n'est même plus fait mention de quelque bonapartisme. Ce peut être une autre illusion, mais le KGB dont la mission est d'agir en silence

30. Réflexion faite à Guy SORMAN, et rapportée par celui-ci dans *Les vrais penseurs de notre temps*, Paris, Fayard, 1989, p. 220.

31. Autre réflexion candide d'Afanassiev, bien placé pour la faire, à son hôte : « Personne ne peut être en avance de Gorbatchev, puisqu'il est le chef et que c'est lui qui dit jusqu'où on peut aller », *ibid.*...

32. C'est notamment l'attitude adoptée par un professeur britannique, Geoffrey HOSKING, *The Awakening of the Soviet Union*, Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1989. Parmi ce qu'il appelle les « coutumes communautaires », l'auteur remonte au *mir* russe, aux soviets d'usine, aux cercles étroitement solidaires de l'intelligentsia de l'époque tsariste, qui entretenaient l'esprit d'une *glasnost* au siècle dernier et lors des révolutions de 1905 et 1917.

33. William ODUM, « The future of the Soviet Political System », *P.S. : Political science and politics*, vol. XXII, no 2, juin 1989 : « ...we have yet to see policy initiatives promise systemic change », p. 196.

34. C'est l'avis du spécialiste renommé Alec Nove dans *Glasnost in Action*, Boston, Unwin Hyman, 1989.

semble actuellement d'une docilité exemplaire. La jeunesse, comme d'habitude est partout et nulle part, sans apparemment s'assigner de mission spéciale dans les circonstances.

Et je n'ai pas encore trouvé le moyen de parler des nationalités. Une spécialiste annonçait avec dix ans d'avance l'éclatement de l'empire.³⁵ Que cela ait déjà commencé à se produire sur le tard ou dans des régions qu'on ne prévoyait pas, ne montre pas moins la permanence du problème structurel de cette « prison des nationalités » qu'était l'empire des tsars (selon une expression de Lénine). Le moins qu'on puisse dire à ce sujet, c'est que cet « éveil des nationalités », pour employer un euphémisme, constitue la plus sérieuse diversion, fortement négative, au déroulement quelque peu ordonné de la *perestroïka* : restructurer qui et quoi, et surtout d'après quel principe d'autonomisation ou de réduction d'une nouvelle réassociation interethnique ? La restructuration socio-politique risque d'être débordée avant d'arriver à terme et son énergie humaine, engloutie dans des tourmentes d'émancipations nationalitaires dans le plus vaste empire terrestre contigu qui ait jamais existé.

Au temps jadis, Pierre le Grand, naguère, Wladimir Lénine avaient tenté le gros œuvre d'une modernisation de fond en comble de la Grande Russie ; maintenant s'y applique en Union soviétique, et avec une fervente intensité Mikhaïl Gorbatchev. Si, comme ces deux prédécesseurs, il n'échoue pas complètement après tous les mouvements que, poussé par la nécessité et de sang-froid, il a libérés, l'Histoire décrètera qu'il était d'une audace et d'une taille comparables. Mais, en toutes hypothèses, si l'URSS éclate par une combinaison de divers facteurs, ses morceaux « étatiques » ne dépériront pas...

35. Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978. Un autre soviétologue français, Alain BESANÇON, concluait une récente étude par une proposition radicale : « La dissolution de l'URSS en ses nations constituantes est le préalable obligé à la sortie du communisme. Réciproquement, toute politique de notre part tendant à maintenir la structure unitaire de l'URSS la maintient de ce fait dans le communisme. Il faut préparer la Russie à accepter cette dissolution ». « Les atouts de Gorbatchev : une évaluation », *L'Analyste* 29, printemps 1990, p. 27.